



Comment le gouvernement Meloni tente de verrouiller l'information en Italie

Deux ans après son arrivée au pouvoir, l'extrême droite italienne a lancé une offensive sur plusieurs fronts contre la presse indépendante. Avec pour but d'imposer un récit dominant au pays lui assurant de demeurer au pouvoir.

Romarc Godin - 20 octobre 2024 à 11h20

Rome (Italie).– « *L'air que nous respirons n'est pas un air pur.* » C'est ainsi que Cecilia Anesi, journaliste indépendante italienne et cofondatrice du site d'investigation IrpiMedia, résume l'atmosphère qui entoure le journalisme dans la péninsule depuis l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni, la première ministre d'extrême droite. Le sentiment est partagé par la plupart des journalistes d'opposition et d'investigation à Rome : le climat est pesant depuis deux ans et le sentiment d'insécurité est général.

« *Les attaques contre les journalistes se sont multipliées depuis l'arrivée de Giorgia Meloni au pouvoir* », dénonce ainsi Giovanni Tizian, journaliste au quotidien *Domani*, un titre spécialisé, lui aussi, dans l'investigation. « *Le fait de ne pas accepter la narration officielle et de ne pas se contenter de lister les faits divers expose à l'offensive judiciaire du gouvernement* », estime Giovanni Tizian. Cecilia Anesi, elle, parle de « *chasse aux journalistes* ».

À Rome, tout le monde convient – et rappelle – que les attaques contre la presse en Italie n'ont pas commencé sous Giorgia Meloni. On le verra, l'actuelle majorité utilise souvent des moyens qui ont été mis en place par les majorités précédentes – y compris celles de centre-gauche – depuis plus de trente ans. Mais comme le souligne le directeur adjoint du journal d'opposition *Il Fatto Quotidiano*, Salvatore Cannavò, il y a une nette « *aggravation* » de la situation avec ce gouvernement.

L'ONG Media Freedom Rapid Response (MFRR) a confirmé ce sentiment dans un rapport publié en juillet, en relevant qu'entre octobre 2022 et juin 2024, elle avait reçu 193 alertes sur l'Italie, soit pas moins de 118 de plus que sur la période de vingt-deux mois précédente. Dans son rapport, l'organisation pouvait donc conclure que « *la liberté des médias en Italie est soumise à une pression croissante, avec des attaques et des violations sans précédent de la liberté de la presse et des médias, souvent portées par des fonctionnaires publics qui essaient de marginaliser et de faire taire les voix critiques* ». Reste à comprendre les formes concrètes que prend cette dégradation de l'atmosphère autour des médias en Italie.

L'offensive judiciaire contre la presse

Dans l'Italie des années 2020, il n'y a pas de journalistes emprisonnés pour des raisons explicitement politiques, ni de censure officielle de la presse, comme dans des États ouvertement dictatoriaux. Mais la volonté de contrôle des médias par le gouvernement prend des chemins multiples et redoutables.

Le premier d'entre eux, c'est le recours à l'intimidation par l'usage de procédures judiciaires. Les membres de la

majorité et parfois de l'institution judiciaire multiplient les procédures contre les journaux d'opposition et contre les journalistes eux-mêmes. « *Les procédures judiciaires contre la presse ont toujours existé, mais le gouvernement Meloni le fait de façon beaucoup plus systématique* », constate Salvatore Cannavò, du *Fatto Quotidiano*.

Giovanni Tizian reconnaît aussi une tendance « *préoccupante* » dans « *l'intensification des procès* » de presse. Le schéma est souvent le même : lorsque les journalistes envoient des demandes de contradictoire, la réponse systématique, notamment lorsqu'il s'agit de politiques de la majorité, est celle d'une menace de procès ou d'un dépôt de plainte.

Pour lui, cette multiplication des procédures a d'abord une fonction économique. Même lorsque les procès sont gagnés par les journalistes – ce qui arrive dans l'immense majorité des cas –, les coûts liés aux procédures ne sont pas remboursés. Il les estime entre 5 000 à 8 000 euros par journaliste. Un niveau intenable pour les pigistes qui peuvent être tentés d'abandonner le métier, alors qu'en Italie, ils représentent l'essentiel des journalistes d'investigation.

Rares sont les journaux et les émissions critiques vis-à-vis du gouvernement Meloni à avoir échappé à des plaintes.

Cecilia Anesi connaît bien cette situation. Son site gratuit, qui dépend des dons de fonds internationaux et de ceux de ses lecteurs, subit actuellement quatre procédures pénales et deux civiles pour un coût total de 15 000 euros. La plupart des plaintes déposées – plus d'une trentaine pour IrpiMedia – n'aboutissent pas et sont souvent classées. Mais, comme le souligne Cecilia Anesi, cela « *coûte du temps et de l'argent* » pour une petite structure comme la sienne, obligeant les journalistes à serrer les coûts et à reporter certaines enquêtes.

Pour l'instant, IrpiMedia tient bon, mais la journaliste reconnaît que le risque est « *existentiel* ». Elle note que, pour certains médias locaux, la menace peut suffire et que, pour assurer leur survie économique, beaucoup acceptent de supprimer les articles. Selon elle, cette « *autocensure* » est déjà une réalité dans de nombreux médias, même si elle assure qu'à IrpiMedia, qui vit de l'investigation, ce n'est pas à l'ordre du jour. Mais, ajoute-t-elle, au prix « *d'un risque économique toujours omniprésent* ».

Le rapport de MFRR a mis en évidence cette stratégie d'intimidation judiciaire. Près de 30 % des incidents relevés impliquent des procédures judiciaires. Rares sont les journaux et les émissions critiques vis-à-vis du gouvernement à avoir échappé à des plaintes. Par exemple, *Il Fatto Quotidiano* a fait l'objet en août 2023 d'une plainte de la part de la sœur de Giorgia Meloni, Arianna Meloni, par ailleurs épouse du ministre de l'agriculture Francesco Lollobrigida et responsable du parti Frères d'Italie, pour un dessin satirique.

Mais aucun autre journal papier n'a subi l'offensive judiciaire comme *Domani*. En février 2023, deux carabinieri se sont présentés à la rédaction romaine du quotidien pour tenter d'avoir accès aux sources d'un article sur le secrétaire d'État au travail, Claudio Durigon. La rédaction a refusé l'accès aux militaires et la plainte a été classée.

Mais l'offensive ne s'est pas arrêtée là. Outre une plainte de Giorgia Meloni elle-même, finalement retirée, le quotidien doit faire face à une menace plus sérieuse. Giovanni Tizian, avec deux de ses confrères de *Domani*, est ainsi visé par une plainte déposée par le ministre de la défense Guido Crosetto. En cause : la publication d'une enquête sur les liens entre ce dernier et des industriels du secteur militaire.

Les trois journalistes sont accusés d'« *accès abusif à un système informatique* » et de « *révélation de secret* ». Cette dernière accusation fait sourire Giovanni Tizian, malgré sa mise en examen, pour qui le métier de journaliste est

précisément de « *révéler des secrets* ». En bref, les journalistes sont accusés d'avoir forcé un système informatique public avec l'appui d'un garde des finances (la police spécialisée dans les crimes financiers), pour avoir accès à des documents compromettants pour le ministre. D'ailleurs, ce garde des finances et un magistrat sont aussi mis en examen. Le procureur de Pérouse a parlé de « *dessein criminel* » pour qualifier le travail des journalistes.

L'objectif du gouvernement est de fragiliser économiquement les journaux qui le gênent, c'est-à-dire, ceux qui n'acceptent pas le « récit officiel » construit par la majorité d'extrême droite.

Pour Giovanni Tizian, ces procédures ne concernent pas que *Domani*. Il s'agit bien plutôt d'une « *évolution notable et inquiétante par rapport au passé* ». « *Ce que les ministres cherchent désormais à travers ces plaintes, c'est à identifier nos sources* », dit-il. Le bras de fer avec *Domani* aurait donc pour fonction de mettre en danger les sources des journalistes pour les neutraliser et dissuader les autres de parler. Dans un pays où il n'existe pas de statut pour les lanceurs d'alerte, le risque est de tuer dans l'œuf toute possibilité d'enquête. Giovanni Tizian fait donc de la protection de ses sources un principe « *rigide* », pour « *ne pas [les] mettre en danger dans leur vie et dans leur travail* ». Mais il reconnaît que l'objectif du gouvernement est « *de créer pour les journalistes un désert de sources* ».

L'offensive judiciaire de grande ampleur en cours a un triple effet : intimider les journalistes, les mettre en danger économiquement et les priver de sources de qualité pour obtenir des informations. Comme le souligne Cecilia Anesi, le message qui est envoyé par le gouvernement est celui d'une forme « *d'impunité* » pour les organisations criminelles et les politiciens.

L'offensive législative contre la liberté d'informer

Cette offensive judiciaire s'appuie en grande partie sur les législations passées, notamment sur la fameuse loi Cartabia de 2021, mise en place par le gouvernement de Mario Draghi, qui durcissait les conditions d'accès des journalistes aux informations judiciaires. Cette loi « *a terrorisé le monde judiciaire* », selon Cecilia Anesi, en interdisant aux procureurs de la République et aux forces de l'ordre de parler à la presse des affaires en cours. « *Tout dépend désormais des procureurs* », explique-t-elle. Certains parlent encore, d'autres non. Mais, globalement, il est devenu plus difficile d'avoir des informations.

Cela n'a pourtant pas suffi à l'actuelle majorité. Elle a déterré un vieux projet de loi qui vise à interdire, au nom de la présomption d'innocence, la publication complète des ordonnances de mise en détention jusqu'à la conclusion de l'enquête. Les journalistes devront les réécrire avec leurs propres mots, à leurs risques et périls en cas de plainte en diffamation. Giovanni Tizian ne peut imaginer qu'un journaliste qui aurait accès à une information importante en lien avec une telle ordonnance ne la publie pas. Mais on voit bien que cette nouvelle règle va suspendre une autre épée de Damoclès au-dessus de la presse indépendante italienne.

D'autant qu'un autre projet, en cours d'examen au Sénat italien, va rajouter une pression supplémentaire. Le sénateur de Frères d'Italie Alberto Balboni a présenté une proposition de loi renforçant les sanctions pénales en cas de diffamation par voie de presse. Les amendes prévues, jusqu'ici de quelques milliers d'euros au maximum, seraient désormais contenues dans deux paliers : de 5 000 à 10 000 euros et de 10 000 à 50 000 euros. À cela s'ajouteraient des correctifs « automatiques » dans les journaux et la possible suspension pour six mois du droit d'exercer le métier de journaliste.

Comme le souligne le rapport de la MFRR, cette loi contreviendrait non seulement aux demandes des Nations unies

d'abolir les peines pénales pour diffamation, mais aussi au principe édicté par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de lier la condamnation pour diffamation à la situation économique des journaux. Mais il n'y a là rien d'étonnant : c'est en réalité l'objectif du gouvernement de continuer à fragiliser économiquement les journaux qui le gênent, c'est-à-dire, comme le dit Giovanni Tizian, ceux qui n'acceptent pas le « *récit officiel* » construit par la majorité d'extrême droite.

Conflits d'intérêts et imbroglios politiques

Parmi ceux-là, il y a une agence de presse, l'AGI. Connue pour son indépendance, elle est la propriété du groupe ENI, spécialisé à la fois dans les hydrocarbures et la production électrique, sorte de mélange de Total et d'EDF, dont le premier actionnaire est l'État italien. ENI a réalisé en 2023 près de 93 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Autant dire que l'AGI, deuxième agence de presse italienne après l'agence publique ANSA, avec ses 22 millions d'euros de chiffre d'affaires, est anecdotique dans les comptes de ce géant de l'énergie.

Mais à la fin de l'année 2023, les journalistes de l'agence apprennent qu'ENI a été approché pour un projet de rachat de l'AGI par Antonio Angelucci, un parlementaire de la Ligue, parti de Matteo Salvini affilié à la coalition au pouvoir. Celui-ci n'est pas un inconnu dans le monde des médias. À la tête d'un empire de cliniques privées à Rome et en Lombardie, il a racheté trois quotidiens de droite : *Libero*, *Il Tempo* et *Il Giornale*.

Ces trois titres sont connus depuis longtemps pour leur ton populiste et agressif. *Libero* multiplie les titres sensationnalistes, mais aussi les textes islamophobes, xénophobes et climatosceptiques. *Il Tempo* n'est pas en reste avec ses unes provocatrices. À l'occasion du premier anniversaire des massacres du 7-October, le titre, aujourd'hui dirigé par un ancien sénateur de centre-gauche, Tommaso Cerno, a ainsi publié une photo de quatre dirigeants de gauche avec cette manchette en hébreu et en italien : « *Complices du 7-October*. »

Dans le groupe Angelucci, l'éthique journalistique est optionnelle et l'indépendance n'existe pas. Les trois journaux ont toujours été des soutiens de la droite italienne et les journalistes pratiquent allègrement des allers-retours dans le monde politique.

Vittorio Feltri, par exemple, fondateur de *Libero* et son directeur jusqu'en 2023 avant de rejoindre *Il Giornale*, autre titre du groupe, a dû démissionner de l'ordre des journalistes en 2020 pour le choix des titres du quotidien. En 2021, il a été élu de Frères d'Italie au conseil municipal de Milan, puis, en 2023, au conseil régional de Lombardie. Il a été remplacé à la tête de *Libero* par Mario Sechi, ancien responsable du bureau de presse de Giorgia Meloni...

Le 23 octobre, à Rome, la cheffe du gouvernement italien fêtera d'ailleurs ses deux ans au gouvernement dans une soirée organisée par *Il Tempo*, où elle se retrouvera avec Antonio Angelucci et maints autres parlementaires de la droite italienne.

« Aucune agence de presse n'a jamais été la propriété d'un homme politique et nous n'avons aucune garantie quant à notre indépendance. »

Un journaliste de l'AGI

Forcément, les journalistes de l'AGI se sont fortement inquiétés à l'idée d'entrer dans un tel groupe éditorial. « *Aucune agence de presse n'a jamais été la propriété d'un homme politique et nous n'avons aucune garantie quant à notre indépendance* », souligne un journaliste de l'AGI sous couvert d'anonymat. Le contexte de la vente était suspect : l'agence avait amélioré ses résultats et ne représentait pas un poids économique pour ENI.

Pour le journaliste interrogé, il s'agissait évidemment « *d'influencer la façon dont est produite l'information et donc le débat public* », dans la mesure où l'AGI participe à la création de l'information « primaire » italienne.

L'histoire de l'AGI est aussi celle des conflits d'intérêts qui enserrant les médias italiens et le monde politique. Giancarlo Giorgetti, ministre de l'économie, ministre de tutelle d'ENI et de son actionnaire la Caisse des dépôts, n'a pas réellement soutenu les salariés d'AGI. Au Parlement, il a déclaré qu'il ne voyait pas pourquoi une entreprise énergétique devait détenir une agence de presse. Giancarlo Giorgetti est membre de la Ligue comme Antonio Angelucci. Et la directrice actuelle de l'AGI, Rita Lofano, est une proche de Mario Sechi qui, lui-même, dirigeait l'AGI avant de rejoindre... le palais Chigi, siège de la présidence du Conseil.

Pour faire face à cette attaque contre leur indépendance, les journalistes de l'AGI se sont fortement mobilisés. Ils ont manifesté et fait grève pendant deux jours fin mars. En mai, ils ont voté une motion de défiance à 70 % contre Rita Lofano. Depuis, la vente est en suspens. Mais, souligne le journaliste interrogé, les choses ne sont pas claires. « *Nous ne sommes pas tranquilles, la situation est très pesante, parce qu'il y a une grande incertitude sur ce qui va se passer* », explique-t-il. Une chose est sûre : en cas de vente de l'AGI, l'emprise médiatique du gouvernement sera encore plus forte.

La prise en main de la Rai

L'objectif de la coalition guidée par Giorgia Meloni est donc bien de dérouler un récit dominant visant à remplacer celui qui a présidé à la fondation de la République italienne en 1947 et qui a déjà été affaibli par le berlusconisme et la dérive sociale-libérale du centre-gauche de la Seconde République à partir de 1993.

En cela, ce récit a deux piliers. Le premier est structurel : il faut en finir avec les fondements de la Constitution italienne, celui d'une « *République fondée sur le travail* » et celui d'une « *République fondée sur l'antifascisme* ». Le deuxième est conjoncturel : il faut défendre l'idée d'un redressement national réussi par le gouvernement Meloni, là où les autres gouvernants ont échoué. Le journaliste de l'AGI cité ci-dessus souligne combien il est difficile aujourd'hui d'aller à l'encontre du triomphalisme gouvernemental, notamment en matière économique.

Or, pour le gouvernement Meloni, le lieu principal où ce récit doit être martelé et imposé, c'est la Rai, la radio-télévision publique italienne, un groupe immense et très ancré dans le quotidien des foyers italiens. Là encore, l'emprise politique sur la Rai n'est pas un fait nouveau. À Rome, chacun rappelle que celui qui l'a renforcé le dernier, c'est bien Matteo Renzi en 2015, alors président du Conseil de centre-gauche. Celui qui désormais se veut un « centriste libéral » avait alors modifié la composition du conseil d'administration, en faisant nommer six des sept membres par le pouvoir politique (deux par le gouvernement, deux par la Chambre, deux par le Sénat) et en donnant plus de pouvoir à l'administrateur délégué nommé par ce conseil.

Le pouvoir actuel s'est engouffré dans la brèche. En mai 2023, l'administrateur délégué issu de la gestion Draghi, Carlo Fuortes, a été « invité » à la démission alors que son mandat courait jusqu'en juillet 2024. Il a rapidement été remplacé par Roberto Sergio, directeur de la branche radiophonique de l'entité.

Immédiatement, le ton a été donné : huit directeurs ont été changés et Roberto Sergio a annoncé la mise en place d'un nouveau « *storytelling* » pour la Rai. Une charge confiée au nouveau directeur général, Giampaolo Rossi, un intellectuel typique de l'extrême droite du XXI^e siècle proche de Giorgia Meloni : antivax, antiwoke, complotiste, obsédé par l'influence de Soros, admirateur de Donald Trump.

Les programmes de la Rai se sont progressivement mis au service du récit gouvernemental.

Le duo va clairement « mettre au pas » la Rai. Dans les programmes, bien sûr, mais pas seulement. Daniele Macheda, secrétaire du syndicat majoritaire des journalistes, Usigrai, dénonce une « *absence de projet industriel* » au profit d'un « *projet politique* ». « *Les nominations se font non pas sur le mérite, mais sur les profils politiques* », résume-t-il.

Daniele Macheda raconte un moment significatif de cette dérive. Le 7 juillet dernier au soir, alors que le résultat des élections législatives françaises occupait les ondes des télévisions de l'Europe entière et des grandes chaînes privées italiennes, les trois chaînes de la Rai diffusaient des programmes de divertissement et la chaîne d'information en continu, RaiNews 24, a basculé dès 21 heures sur la diffusion du « *festival des cités identitaires* », un festival marqué politiquement auquel assistait le directeur de la chaîne.

Le signe d'un « *journalisme qui ne marche pas* » à la télévision publique italienne pour Daniele Macheda. Pour lui, l'atmosphère est si lourde qu'elle entraîne des mouvements d'autocensure ou de décisions « préventives » pour plaire au pouvoir politique. C'est ce qui a conduit à l'annulation du monologue antifasciste d'Antonio Scurati en avril dernier. Mais c'est la présentatrice qui avait invité l'écrivain qui a subi une sanction disciplinaire.

Le journalisme d'investigation, un ennemi politique

Certes, il reste des poches de résistance à la Rai. La principale est le magazine d'investigation « Report » de Sigfrido Ranucci sur Rai 3, une émission mythique qui a mis en cause de nombreux politiques, notamment de la majorité. Mais sa résistance, liée à sa popularité, a un prix. Entre mai 2023 et juin 2024, ministres et dirigeants de la majorité ont déposé pas moins de six plaintes contre le programme. Le 11 octobre, le président du Sénat Ignazio La Russa, qui a déposé une de ces plaintes, a déclaré à Milan que « *puisque la gauche a perdu la capacité à créer un consensus parmi les Italiens, elle devra se contenter de Report et de La7* [une chaîne privée – ndlr] *pour faire de la politique* ».

Les déclarations d'Ignazio La Russa sont d'une grande ironie, quand on connaît les manœuvres du gouvernement pour politiser la Rai. La redevance a été réduite pour faire dépendre l'entièreté du budget du gouvernement, un syndicat pro-gouvernemental a été créé, l'Unirai, pour soutenir la prise en main par la droite de la Rai et, enfin, un décret a modifié le temps d'antenne des formations politiques pour limiter celui de l'opposition. La Rai est pour beaucoup devenue « *télé Meloni* ».

Face à une telle offensive, « Report » est un contrepoint certain mais bien isolé. Et bien fragile. Malgré la prudence de Sigfrido Ranucci – contacté, il n'a pas voulu répondre à nos questions – et sa popularité, son émission semble en permanence sur la sellette. En novembre 2023, le journaliste avait été convoqué par la commission de surveillance parlementaire de la Rai. Et durant l'été, des rumeurs de report d'horaires avaient circulé.

Face à cette offensive, les journalistes se sont mobilisés et ont fait grève le 6 mai, malgré les pressions de la direction, qui a d'ailleurs été condamnée pour entrave au droit de grève. Mais la transformation de la Rai en « porte-voix du gouvernement », déjà engagée par les gouvernements précédents, semble inéluctable.

La situation du journalisme italien est donc alarmante et l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni a clairement dégradé une situation où les gouvernements précédents avaient déjà attaqué la presse. Tout journaliste et toute publication qui refusent d'entrer dans le récit que l'extrême droite tente d'imposer à l'Italie deviennent une cible.

La situation est-elle plus préoccupante qu'en France ? Par certains aspects, c'est indéniable, compte tenu du cadre légal très restrictif dans lequel évoluent les journalistes italiens. Mais il est également vrai que depuis quelques années, la prise en main d'une partie de la presse française par l'argent de capitalistes liés à l'extrême droite et la gestion autoritaire du pays par Emmanuel Macron ont conduit à une rapide dégradation de la situation.

En Italie comme en France, les gouvernements « centristes » et autoproclamés « libéraux » préparent souvent le terrain, et parfois même engagent la répression qui est poursuivie et aggravée par l'extrême droite. En cela, l'Italie est bel et bien un laboratoire d'une dérive dont la liberté d'informer est la victime expiatoire.

Romarc Godin

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.